

010088

FILE	SUBJ.	V. M.
DATE	SUB-CAT	ERA

1949

L'HEURE ● DÉCISIVE

●

*L'application et la ratification
des accords
franco-vietnamiens*

***« Nous estimons qu'il convient, désormais,
de marcher au rythme des événements d'Extrême-
Orient. On a longtemps cherché midi à quatorze
heures. Il s'agit maintenant de ne pas arriver
à la treizième heure. »***

(Déclaration du Prince BUU LOC à son arrivée à Paris).

SOMMAIRE



- I. -- Collusion entre le Viet-Minh et les communistes chinois.
- II. -- De la nécessité de hâter l'application et la ratification des Accords de l'Élysée.
- III. -- Le Viet-Nam sur le plan international.
- IV. -- Nouvelles du Viet-Nam.

I. -- Collusion entre le Viet-Minh et les communistes chinois

« *Le voyage de MAO TSE TOUNG à MOSCOU est, sur le plan international, un événement d'une importance considérable car il confirme le caractère mondial du communisme stalinien. Mais cette unité d'action redoutable réclame de tous les pays qui se font les défenseurs des forces d'ordre et de civilisation des décisions urgentes.* »

« AGENCE QUOTIDIENNE » 20 Décembre 1949.

LES COMMUNISTES CHINOIS APPROCHENT DE LA FRONTIERE DE L'INDOCHINE

Hanoi, 10 novembre — C'est probablement vers la fin du mois, estiment les observateurs français d'Hanoi, que les avant-gardes communistes chinoises du général LIUP TCHANG, avançant le long de la côte du Kouang-Toung, arriveront près de la frontière sino-vietnamienne. On ajoute dans les milieux militaires français que cette perspective ne doit engendrer aucune appréhension, car si le Viet-Nam n'hésite pas à afficher ouvertement ses sympathies pour la Chine communiste, la population vietnamienne est traditionnellement sinophobe et se souvient encore des rigueurs de l'occupation chinoise au Tonkin en 1945-1946. On précise d'autre part que les quinze mille guérillos communistes chinois, agissant des deux côtés de la frontière sur une longueur de 1.500 kilomètres, ne peuvent constituer, en raison de la faiblesse de leurs effectifs et de leur dispersion, une menace pour le dispositif militaire français. Si, par ailleurs, des éléments nationalistes, fuyant l'avance des troupes communistes, s'aventuraient en territoire vietnamien, ils seraient, conformément à la loi internationale, désarmés, puis refoulés sur les territoires que contrôlent encore les nationalistes.

« PARIS-PRESSE », 11 novembre 1949.

L'APPROCHE DE MAO-TSE-TOUNG ATTENDUE AVEC IMPATIENCE PAR LE VIET-MINH

Selon des déclarations faites au représentant d'une agence américaine, le Viet-Minh attend avec impatience l'arrivée à la frontière des troupes communistes chinoises et en espère, non seulement un appui moral, mais aussi des armes et des munitions. D'après la même source, le parti communiste vietnamien, théoriquement dissous mais en fait recréé officieusement, songerait à jouer ouvertement son rôle, peut-être par une « élimination » de plus en plus rapide des éléments « bourgeois » qui subsistent encore dans les rangs du Viet-Minh.

« Le PARISIEN LIBERE », 3 novembre 1949.

HO CHI MINH FELICITE MAO TSE TOUNG

Saigon, 17 octobre. — On apprend que la radio du Viet-Minh annonce qu'Ho-Chi-Minh a envoyé un télégramme de félicitations à Mao-Tsé-Toung à l'occasion de la formation du gouvernement communiste chinois.

« A.F.P. », 18 octobre 1949.

MESSAGE DE HO CHI MINH A MAO-TSE-TOUNG

« Je suis heureux d'apprendre la nouvelle de la fondation de la République Populaire de Chine et, au nom du peuple vietnamien et du gouvernement du Vietnam, je vous félicite ainsi que votre gouvernement. Les relations fraternelles entre la Chine et le Vietnam, qui durent depuis des siècles, deviendront plus étroites dans l'intérêt du développement de la liberté et du bonheur de nos deux nations et dans celui de la démocratie mondiale et d'une paix durable ».

MESSAGE DE MAO-TSE-TOUNG A HO CHI MINH

Répondant aux vœux adressés par Ho-Chi-Minh à l'occasion de la fondation de la République Populaire de Chine, Mao-Tse-Toung a télégraphié au Président de la République du Vietnam :

« Nous vous remercions sincèrement pour votre télégramme de vœux à l'occasion de l'instauration du gouvernement populaire central de la République populaire de Chine. La Chine et le Vietnam sont tous deux sur le front de la lutte anti-impérialiste. L'évolution victorieuse de la lutte des deux peuples pour leur libération rendra certainement de jour en jour plus étroite l'amitié entre nos deux nations.

« Je fais les meilleurs vœux pour la consolidation de l'unité entre les peuples chinois et vietnamien. Mes meilleurs vœux vont aussi au succès complet de la cause de l'indépendance et de la démocratie et de la République du Vietnam ».

UNE CAMPAGNE ANTIFRANÇAISE A CANTON

Selon le « Sing Tao Man Pao », journal indépendant de Hong-Kong, les autorités communistes ont déclenché à Canton — à la suite de la prétendue « violation de l'espace aérien chinois » par des avions français — une campagne contre l'impérialisme de la France.

Cette campagne serait appuyée par les syndicats de commerçants et d'ouvriers et par toutes les organisations populaires de la ville.

Un officier supérieur de la garnison de Canton aurait même déclaré : « Canton doit devenir l'âme du mouvement anti-français et il nous faut soutenir Ho-Chi-Minh ». Une manifestation antifranaise de masse, toujours selon le journal chinois, serait prévue pour la semaine prochaine.

« LE MONDE », 25 décembre 1949.

HO CHI MINH : « L'U.R.S.S. EST AVEC NOUS ! »

Saigon, 2 décembre. — La radio du Viet-Minh a diffusé aujourd'hui une déclaration du gouvernement d'Ho-Chi-Minh :

« Le peuple du Vietnam, qui dispose de l'appui matériel et moral, non seulement de l'Union Soviétique, mais encore de toutes les démocraties populaires, met

actuellement tout en œuvre pour intensifier la lutte qui le conduira à la victoire finale.

« Celle-ci entre aujourd'hui dans sa phase décisive : une contre-offensive générale va commencer, avec l'aide de canons et de mortiers du tout dernier modèle. »

PRISE DE POSITION

En proclamant que, non seulement l'U.R.S.S. mais TOUTES les démocraties populaires l'épaulent, il (Ho-Chi-Minh) avoue sans ambages recevoir l'appui de la Chine. En annonçant une contre-offensive à l'aide d'un matériel ultra-moderne, il affirme son refus de négocier une transaction.

H. BENAZET.

« L'AURORE », 3 décembre 1949.

LES COMMUNISTES CHINOIS A LA RESCOURSSE DU VIET-MINH

Londres, 3 novembre. — Le correspondant du « Times » à Hong-Kong donne les détails suivants sur les événements de la frontière d'Indochine :

« On annonce, de source digne de foi, à Koun Ming, que les forces communistes dans le Sud du Yunnan sont en liaison avec les forces du Viet-Minh du Nord de l'Indochine. En juillet 1948, une unité d'irréguliers communistes s'est retirée en Indochine sous la pression des troupes provinciales et a coopéré, pendant cinq mois, au Tonkin, avec les forces du Viet-Minh. »

« A.F.P. », 4 novembre 1949.

★★

« La fourniture au Viet-Minh de matériel et de fournitures par les communistes chinois sera effective dans une période de six mois... »

« LE MONDE », 4 novembre 1949.

★★

Hong-Kong, 4 décembre. — Le Président nationaliste Li-Tsoung-Yen a déclaré que Ho-Chi-Minh travaillait la main dans la main avec les communistes chinois. « S'ils n'envahissent pas l'Indochine, a-t-il ajouté, les communistes chinois feront certainement tout ce qui sera en leur pouvoir pour l'aider. »

« CE MATIN », 5 décembre 1949.

★★

Faut-il donc conclure que la marche victorieuse des armées de Mao-Tsé-Toung à travers le Yunnan, puis leur arrivée à quelques pas de la frontière sont un événement sans importance, voire sans gravité ? Non pas. Le danger n'a pas pris la forme que l'on prévoyait, mais un facteur nouveau et extrêmement sérieux, est introduit dans la situation générale de l'Indochine. Ce facteur, c'est la présence même des armées de Mao-Tsé-Toung sur la frontière, de l'autre

côté de la frontière c'est entendu, mais le long de la frontière ; c'est la force d'attraction psychologique et politique que cette présence même peut exercer, c'est l'aide matérielle que Ho-Chi-Minh pourra tirer d'une pénétration réciproque à travers une frontière très accidentée et impossible à surveiller strictement sur tout son parcours.

Léon BLUM.

« LE POPULAIRE », 10 décembre 1949.

LE VIET-MINH A LA RESCOUSSE DES COMMUNISTES CHINOIS

Hong-Kong, 1^{er} novembre (A.F.P.-Reuter). — L'agence nationaliste chinoise « Central News » annonce

que des éléments communistes venus d'Indochine ont pénétré en territoire chinois, sur les arrières nationalistes, et se sont emparés de quelques localités, dans les provinces du Kouang-Toung et du Kouang-Si.

Ces éléments du Viet-Minh, lequel est expressément mis en cause par le communiqué chinois, auraient traversé la frontière entre Langson et Moncay. Ils sont évalués à 3.500 hommes environ, répartis en quatre groupes. L'information de « Central News » ajoute qu'ils se sont livrés au pillage et ont allumé de nombreux incendies, et qu'ils essaient de faire leur jonction avec des éléments de la cinquième colonne communiste chinoise.

« LE PARISIEN LIBERE », 2 novembre 1949.

Le parti au masque

Voici la traduction d'un document qui prouve que l'autodissolution du Parti communiste vietnamien n'a été qu'un suicide de théâtre :

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIETNAM
(Indépendance — Liberté — Bonheur)
Comité central de propagande et d'instruction

AVIS

relatif à l'annonce, par le Parti, de sa dissolution

Aux délégués des secteurs,

Depuis plus de deux ans, notre Parti s'est retiré dans la clandestinité, cela dans deux buts :

1^o Vis-à-vis du pays, pour que le « Front du peuple » puisse entraîner facilement les divers éléments bourgeois, tels que les propriétaires, dans la lutte pour l'unité et l'indépendance de la patrie ;

2^o Vis-à-vis de l'étranger : faire en sorte que les colonialistes français n'aient plus aucune raison de considérer notre pouvoir démocratique comme un pouvoir communiste, ce dans l'espoir de nous séparer des nations et élites mondiales ;

3^o Cependant, une certain nombre de nos camarades se sont mépris sur le sens de ces buts. Ils ont déclaré à tous, y compris aux sympathisants, que notre groupement s'est dissous. Ces camarades ont été par trop réservés, si bien qu'il existe des endroits où la propagande par la doctrine du Parti semble abolie et où la formation de nouveaux camarades semble arrêtée. Aussi, partout, plane-t-il une atmosphère de doute à l'égard du rôle du Parti. L'influence du Parti sur la population civile a, par là même, diminué en partie.

Ces lacunes, nous devons les combler d'urgence. Seuls suspectent et craignent notre Parti, les réactionnaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays et les éléments évolués, mais qui ont eu le crâne bourré par la propagande réactionnaire. Même à la deuxième catégorie, il faut faire savoir que le « communisme indo-

chinois » agit constamment pour la nation et pour le peuple et, progressivement, cherchera à leur faire mieux comprendre notre Parti, à leur faire comprendre la direction nécessaire de notre Parti. Quant aux sympathisants et à la grande masse, nous ne devons pas cacher et n'avons pas besoin de cacher l'existence et le rôle directeur de notre Parti. Au contraire, nous devons faire de la propagande de telle sorte que s'enracine et s'étende de jour en jour l'influence de notre Parti.

En général, dans la presse et la radio, ne pas parler de l'existence de notre Parti, mais, dans la propagande individuelle, il faut parler du rôle de notre Parti dans la direction du pouvoir, de la résistance, de la révolution.

Au Tonkin, le 20-2-48.

Le Comité central de propagande
de l'Association pour le salut national.

Vu par la Commission permanente centrale.

COPIE notifiée aux camarades secrétaires et cadres de la 5^e zone.

« Il faut que vous citiez des exemples minutieusement choisis pour aider les camarades à exécuter les présentes instructions et éviter l'état de choses suivant : alors qu'auparavant le nom du Parti était trop soigneusement caché, mettre trop en vedette le nom et le drapeau du Parti, serait également une conception erronée. »

5^e zone, le 2-4-48.

Le Comité directeur de la 5^e zone.

Par ordre :

Le secrétaire,
Signé : Illisible.

LE VIET-MINH JETTE MAINTENANT LE MASQUE

Aujourd'hui, jetant le masque de prudence qu'ils avaient pris en ce qui concerne les événements de Chine, afin de ne pas étaler une collusion, les communistes vietnamiens se félicitent bruyamment de l'arrivée des forces de Mao-Tsé-Toung à la frontière. Un de leurs porte-parole a déclaré au correspondant de l'Associated Press :

« Le parti communiste vietnamien va enfin pouvoir jouer son rôle de parti d'avant-garde dans la lutte pour l'indépendance nationale ».

Un de ses premiers actes serait l'élimination des éléments « bourgeois » restant dans les rangs du Viet-Minh.

La radio Viet-Minh fait une place de plus en plus large dans ses émissions aux faits et gestes du gouvernement de Pékin, tandis que sur le territoire du Viet-Nam des communistes chinois font circuler des tracts en faveur de Mao-Tsé-Toung.

Il n'y a donc plus d'équivoque : les dirigeants communistes du Viet-Minh ne cachent plus leur jeu. Quant aux nationalistes, qui soutiennent encore le Viet-Minh, ils peuvent toujours méditer sur le danger chinois...

ET LA RADIO VIET-MINH PROCLAME : « PAS DE MEDIATION ! »

Faisant état du bruit concernant une éventuelle médiation du pandit NEHRU en Indochine, la radio du Viet-Minh n'a pas hésité à déclarer : « Il n'y a pas de médiateur qui tienne. Les seuls médiateurs que nous admettons sont les canons, les mitrailleuses et les fusils. »

Jean-Marie GARRAUD,

Ancien envoyé spécial du « FIGARO »
au Viet-Nam.

« Le FIGARO », 4 novembre 1949.

MAIS IL N'EST PIRE SOURD...

A la veille même du jour où va s'effectuer à Saigon le transfert de nos pouvoirs au Viet-Nam et où les autochtones auront la preuve que nous tenons scrupuleusement nos promesses, il se trouve à Paris une « élite intellectuelle » — ainsi la nomment, du moins, ses laudateurs de « LIBERATION » — pour vouloir torpiller les efforts de notre gouvernement.

Elle se démène autour de l'Elysée, qu'elle afflige d'un long factum. Il s'agit, on l'a deviné, de faire rentrer en scène HO CHI MINH et d'organiser des élections sous un contrôle international...

Henry BENAZET,
« L'AURORE », 28 décembre 1949.

★ ★

Laisserions-nous les communistes se joindre au Viet-Minh, leur livrer des armes, des instructeurs ? C'est alors que, tout naturellement, se fait jour à nouveau dans un certain nombre d'esprits l'idée, plusieurs fois lancée, de trêve et, par la suite, de médiation...

...On oublie simplement de dire que cette éventuelle médiation ne servirait qu'à nous attirer, une fois de plus, une cuisante réponse des Viet-Minh : « Venez un peu nous parler de trêve, nous vous répondrons avec nos mitrailleuses et nos canons ».

Henri VERIS,
« LE RASSEMBLEMENT », 10 décembre 1949.

UNE OPINION DE LOUIS LAMARRE, ANCIEN ENVOYE SPECIAL DE « CE MATIN » AU VIET-NAM :

D'abord, l'expérience BAO DAI n'a pas pu échouer puisque c'est seulement le 1^{er} janvier prochain que tous les pouvoirs auront été passés aux autorités vietnamiennes, toute l'administration remise au Viet-Nam.

Voilà pour la mauvaise foi des communistes.

Louis LAMARRE,
« CE MATIN-LE PAYS », 12 novembre 1949.

II. -- De la nécessité de hâter l'application et la ratification des Accords de l'Élysée

« Agir et agir vite »

Stéphane ROUSSEL

« PARIS-PRESSE » 20 Décembre 1949.

**« La ratification dans les délais prévus
des accords du 8 Mars allant de pair avec le ratta-
chement des affaires d'Indochine au Quai d'Orsay
donnerait au gouvernement de BAO DAI ses assises
nationales et permettrait une pacification rapide
du pays en enlevant à la soi-disant résistance du
Viet-Minh ses dernières apparences de justification ».**

Félix GARAS

« CARREFOUR » 15 Novembre 1949.

Lettre de Sa Majesté BAO DAI au Président de la République Française

Hanoï, le 21 septembre 1949.

*A M. le Président de la République
Française, Président de l'Union
Française, Paris.*

Excellence,

Le peuple vietnamien, mon gouvernement et moi-même avons été très sensibles aux sentiments d'amitié que vous avez bien voulu nous exprimer dans votre lettre du 27 juillet, et je vous prie, Excellence, de bien vouloir agréer en retour nos sentiments les plus sincères.

En affirmant que la paix est désormais entre les mains du peuple vietnamien et de lui seul, vous avez tenu en même temps à préciser, une nouvelle fois, que le gouvernement de la République française et vous-même vous portez garants de l'exécution loyale et intégrale de l'accord du 8 mars. Je crois superflu de vous faire savoir qu'une assurance aussi solennelle de votre part a recueilli l'approbation unanime et enthousiaste du peuple vietnamien.

Certes, la paix est ardemment souhaitée par nos deux peuples mais il n'en demeure pas moins vrai que son rétablissement dépend de la façon dont les accords que nous avons signés seront appliqués.

Le 8 mars, nous avons réalisé une entente entre nos volontés. Il s'agit aujourd'hui de franchir une nouvelle étape qui n'est d'ailleurs que la suite logique de la précédente et de permettre à ces volontés de se traduire en actes. La garantie qu'au nom du Gouvernement de la République française et en votre nom personnel, vous avez bien voulu nous donner en ce qui concerne l'application loyale et intégrale de l'accord du 8 mars permet précisément à mon Gouvernement d'avoir une confiance absolue dans le succès de ses efforts et, partant, en l'avenir de nos relations.

Mais au cas où, en dépit de notre bonne volonté réciproque, l'indépendance et la sécurité du Viet-Nam se trouveraient toujours menacées, vous avez bien voulu me donner l'assurance que la France coopérerait avec mon Gouvernement à leur défense et ferait appel, si besoin était, au concours de l'Organisation des Nations-Unies.

Confiant en la réussite de notre œuvre commune et en l'amitié traditionnelle entre nos deux nations, je vous prie d'agréer, Excellence, pour le peuple français, l'assurance de la sympathie du peuple vietnamien et, pour vous-même, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Signé : **BAO DAI.**

A. - L'APPLICATION DE L'ACCORD DU 8 MARS

« La France et le Viet-Nam ont également besoin de leur jeunesse pour les tâches de demain et ne peuvent accepter que des bureaucrates en fassent un tel gaspillage, pour discuter sur la place d'une virgule ou la convenance d'un mot ».

Jacques DUPONT

« L'ÉCHO DU VIET-NAM » 19 Novembre 1949.

UNE DECLARATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU VIET-NAM

« J'ai bon espoir quant à l'issue des travaux de la commission des Accords, car nous ne demandons en somme essentiellement que l'exécution loyale et intégrale des accords du 8 mars ainsi que s'est engagé en son nom et au nom du gouvernement français, le Président AURIOL dans son message à S.M. BAO DAI », a déclaré S. E. NGUYEN-PHAN-LONG, ministre des Affaires étrangères et président de la délégation vietnamienne à la commission des accords répondant au représentant de l'A. F. P.

L'HEURE N'EST PLUS AUX ATERMOIEMENTS

... Il faut donc en finir avec les attermolements, les délais, les renvois. Le 8 mars, la France a définitivement fixé sa politique vietnamienne et le texte des accords est assez précis pour que le travail de la Commission soit simple. Il ne peut être question, pour les experts, de revenir sur ce qui a été signé et leurs discussions ne doivent porter que sur des détails d'exécution. Il ne devrait pas s'agir de savoir si tel service sera ou non transmis à l'autorité vietnamienne, mais seulement de savoir comment il sera transmis. Est-ce une tâche si difficile que l'on n'en puisse venir à bout en quelques séances ?

Les délégués de l'un et l'autre pays devraient avoir sans cesse présente à l'esprit la pensée que chaque jour nouveau qui se lève ne s'achèvera pas sans que des jeunes gens aient payé de leur vie leurs lenteurs calculées. La France et le Viet-Nam ont également besoin de leur jeunesse pour les tâches de demain et ne peuvent accepter que des bureaucrates en fassent un tel gaspillage, pour discuter sur la place d'une virgule ou la convenance d'un mot. Les Chicaneau au petit pied qui compliquent à plaisir des questions simples porteront une lourde responsabilité devant les générations futures décimées par leur légèreté.

Jacques DUPONT.

« L'ÉCHO DU VIET-NAM », 19 novembre 1949.

BUTS DES NATIONALISTES VIETNAMIENS

« Le Viet-Nam devenu indépendant et la vie de la population plus supportable, le Communisme perdra

automatiquement pied en ce pays. Une fois que le Viet-Nam sera devenu réellement indépendant, que les pouvoirs auront été effectivement remis au Gouvernement BAO-DAI, le but de la Résistance sera atteint, et les Résistants cesseront le feu pour se consacrer à la reconstruction nationale. »

« TIA SANG », 1^{er} octobre 1949.

★

« L'inquiétude persiste sur un point seulement : si la Conférence de Saigon n'aboutissait pas rapidement à des résultats, si elle n'abolissait pas résolument les obstacles suscités par l'amour-propre ou la nostalgie du passé, un choc psychologique favorable ne pourrait être provoqué dans l'esprit de la population, et il serait possible que la situation s'effondrât sous le flot des événements qui arrive du Nord, prenant une ampleur terrible. »

« TIA SANG », 22 octobre 1949.

TOUT DEPENDRA DE L'ISSUE DE LA CONFERENCE DE SAIGON

Considérant que le problème du rétablissement de la paix au Viet-Nam réside essentiellement dans la réalisation effective de l'indépendance et de l'unité vietnamienne, le « Tia Sang » (Rayon de Lumière) demande que la Conférence de Saigon aboutisse rapidement à des résultats et que « la délégation française prenne des décisions loyales et sincères, conformes à l'esprit et la lettre des Accords du 8-3 ».

« A l'heure actuelle, écrit le « Tia Sang », nous ne savons pas encore quels résultats la Conférence de Saigon a pu donner. Seul le bruit nous parvient que sur certaines questions, dans certains domaines, les débats, paraît-il, traînaient en longueur et, à certains moments, devenaient orageux, par le fait que la délégation française voulait maintenir, sous une forme quelconque, l'influence de la France, de telle sorte qu'en apparence le Viet-Nam jouirait de sa pleine souveraineté, mais qu'en réalité celle-ci serait restreinte. Néanmoins, nous devons dire que ces délégués ne constituent qu'une fraction, le reste se montrant très loyal. »

« Il importe en ce moment, ajoute le journal, aux gens de savoir qu'un déguisement, même habile, pourra faire faillir la grande œuvre et échouer la solution BAO-DAI. La population de même que l'opinion internationale se baseront sur les résultats définitivement acquis par le Gouvernement (vietnamien) dans ses efforts d'entrer en possession de la souveraineté nationale pour fixer leur attitude. Il dépendra de cela aussi que la Résistance consente ou non à déposer les armes.

Ainsi se trouvent nettement établies les données du problème du rétablissement de la paix. Nous espérons que la Conférence de Saïgon ne décevra pas les amis de la Paix. »

« TIA SANG », 28 octobre 1949.

CONDITION SINE QUA NON :

1° Pour que la solution BAO-DAI atteigne les résultats escomptés, comme condition fondamentale, il faudra que l'Empereur satisfasse pleinement les aspirations du peuple vietnamien à une indépendance réelle et une unité étroite... Les Accords de l'Elysée n'ont pas encore reçu la ratification par le Parlement français ni la moindre application. D'autre part, les discussions à la Conférence franco-vietnamienne de Saïgon n'avancent guère, et celle-ci menace de ressembler aux Conférences de Dalat et de Fontainebleau en 1946.

2° La politique « Wait and see », « l'abstentionnisme » pratiqué par de nombreuses personnalités renommées et estimées de la population ne provient pas de leur fierté, de leur orgueil, ni de leur désir de fuir les responsabilités, mais du manque absolu de moyens d'action dans la phase présente, devant lequel toute bonne volonté devient inutile du côté vietnamien.

Et le « THOI SU » conclut :

« Nous affirmons de façon catégorique que si l'œuvre du Gouvernement n'atteint pas, à l'heure actuelle, bien des résultats escomptés, la faute n'en revient pas à l'Empereur. L'on ne pourrait pas se baser sur cela pour prétendre que l'Empereur ne jouit pas de l'estime de la population, que la solution BAO-DAI n'a pas l'efficacité voulue. »

« THOI SU », 29 septembre 1949.

LA MEILLEURE TACTIQUE

« La meilleure tactique d'une stratégie anti-communiste dans le Sud-Est asiatique, affirme le « Cong Tôi », sera de commencer tout d'abord par soutenir la lutte des peuples faibles pour la liberté et l'indépendance. Que les puissances colonisatrices restituent sincèrement, en premier lieu, l'indépendance aux peuples administrés... N'ayant point été effectivement libérés, ceux-ci ne réunissent pas encore des conditions suffisantes pour fixer leur attitude vis-à-vis des divers problèmes internationaux. »

« CONG TOI », 26 novembre 1949.

SUR LE CHEMIN DU SUCCES

La signature prochaine des accords d'application du traité du 8 mars 1949 entre la France et le Viet-Nam permettra à BAO DAI d'étendre considérablement son influence sur son pays : Depuis trois mois déjà, dans les masses annamites, le prestige de l'Empereur a crû considérablement. Il est significatif qu'un personnage aussi prudent que l'évêque Phat-Diam, au Tonkin, responsable, même physiquement (car les circonstances en ont fait aussi un chef temporel) des 600.000 chrétiens de son diocèse, ait accepté, après le parachutage d'un bataillon purement vietnamien, l'allégeance à Bao Dai. D'une façon plus générale, les villages tonkinois du delta assument eux-mêmes maintenant leur auto-défense, en prenant les risques de se protéger, avec quelques vieux fusils, contre les groupes d'exécution du Viet-Minh. L'approche des troupes de Mao-Tsé-Toung a détaché beaucoup de jeunes patriotes d'Ho-Chi-Minh, qui semble prêt à livrer son pays à l'ennemi millénaire, le Chinois. Dans ces conditions, l'Indochine apparaît quand même, au milieu des tourmentes de l'Asie, comme une zone relativement stable.

Lucien BODARD.

Envoyé spécial en Extrême-Orient
de « FRANCE-SOIR » et « FRANCE-ILLUSTRATION »
« FRANCE ILLUSTRATION », 17 décembre 1949.

★★

A Saïgon, des observateurs estiment qu'une rapide transmission des pouvoirs au gouvernement BAO DAI combinée avec une amélioration de l'ordre intérieur par l'action militaire des Français contribuerait beaucoup à changer la situation présente qui est quelque peu obscure.

Félix BOLO.

Correspondant à Saïgon de l'Agence Reuter
et du « Daily Mail »
« DAILY MAIL », 29 septembre 1949.

LENTEUR DE LA COMMISSION

Or, l'application de l'accord Auriol-Bao Dai est très lente. L'accord prévoyait le transfert des services administratifs français du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine au gouvernement du Viet-Nam avant le 31 décembre. Il semble peu probable — quoi qu'en ait dit le haut-commissaire de France L. Pignon — que ce transfert soit effectif à la date prévue. De l'avis des Vietnamiens sous le couvert de difficultés techniques, de hauts fonctionnaires défendent leur place pied à pied. Les Vietnamiens proposent que les commissions de techniciens actuellement au travail soient « couvertes » par un « directoire » composé des seuls BAO DAI et du Haut-Commissaire, assistés d'un ou deux experts seulement pour activer le travail.

Maurice DELARUE.

« FRANCE-SOIR », 13 décembre 1949.

— Au cours d'une conférence faite à Paris, M. BOLLAERT a déploré la survivance, en Indochine, de « Français, rares d'ailleurs, et, sans doute, de bonne foi, mais trop sclérosés, pour s'associer aux formules nouvelles, gardant la nostalgie d'un passé commode qui assurait à peu de frais leur prééminence de blancs ».

D'après « A.F.P. », 1^{er} décembre 1949.

TERMINER LES CONVENTIONS PREVUES

...La reconnaissance éventuelle du gouvernement de l'Empereur BAO DAI, dans le Viet-Nam, a également été discutée par MM. ACHESON, BEVIN et SCHUMAN. En juin, le gouvernement de Washington a donné son appui moral au monarque de Dalat ; on n'a pas oublié le communiqué publié par le Département d'Etat. La semaine prochaine, M. MACDONALD ira saluer BAO DAI à Dalat. Ainsi, en tout état de cause, l'acte de reconnaissance est-il acquis, en principe. Mais encore faut-il que le gouvernement français ait négocié avec le gouvernement de Dalat la dizaine de conventions prévues par l'échange de lettres entre le Président de la République française et l'Empereur qui est du 8 mars 1949. Et la ratification parlementaire n'a pas encore été obtenue.

PERTINAX.

« FRANCE-SOIR », 14 novembre 1949.

LES EVENEMENTS ET LES NEGOCIATIONS

Affermir le gouvernement vietnamien par la réalisation des accords ; permettre aux puissances occidentales d'affirmer une volonté commune de paix et de sécurité en Asie. Tels sont les objectifs qui doivent être poursuivis en tenant compte que souvent les événements vont plus vite que les négociations.

Jean-Marie GARRAUD.

« LE FIGARO », 28 novembre 1949.

ON DISCUTE AU LIEU D'AGIR

En parlant des divergences de vues existant entre les partis politiques français sur le problème indochinois, « Samedi-Soir » a conclu :

« Ces divergences de vues ont eu pour résultat d'interdire au gouvernement français d'arrêter nettement sa position, d'amener les hauts-commissaires de France en Indochine à rester dans l'expectative, d'empêcher l'Empereur BAO DAI de gouverner avec énergie, enfin de renforcer HO-CHI-MINH dans sa résistance. C'est ainsi que les accords du 8 mars dernier, signés en baie d'Along, n'ont pu encore entrer en application. Chaque jour qui passe rend la situation plus critique. Ce n'est pas lorsque HO-CHI-MINH aura reçu l'appui de MAO-TSE-TOUNG qu'on pourra parvenir à s'entendre plus facilement. »

« SAMEDI-SOIR », 12 novembre 1949.

TRADUIRE DANS LES FAITS

Quel scepticisme n'a-t-il pas fallu surmonter pour que la politique indochinoise de la France soit acceptée par l'opinion publique française et étrangère. Et pourtant... BAO DAI ne s'engagera jamais, disaient les uns : il a signé les accords du 8 mars 1949 ; BAO DAI ne rejoindra jamais le Viet-Nam, affirmaient les autres : il est arrivé à Dalat avant même que le Parlement français ait résolu la délicate question du statut de la Cochinchine. Son séjour au Viet-Nam sera éphémère et il repartira vers la France à la première difficulté, insinuaient beaucoup : il est demeuré au Viet-Nam et, tout à la fois chef d'Etat et de gouvernement, il assume les responsabilités qui sont les siennes. BAO DAI ne respectera pas ses engagements et, devant le trouble de son opinion publique, n'osera pas prendre le parti de « l'Union Française », dénonçaient enfin la plupart : il a pris parti et le récent discours qu'il a prononcé devant la Chambre de Commerce française d'Haiphong en est la preuve dont les incrédules ne peuvent pas méconnaître la portée.

Certes, si beaucoup a été fait, beaucoup reste à faire. La loyauté réciproque doit inspirer l'action commune.

La loyauté, de la part de la France, consiste à traduire dans les faits l'indépendance que les textes ont accordés au Viet-Nam. Les grands services publics nationaux et locaux doivent être transmis, dans le plus bref délai, à l'administration vietnamienne.

J.B. HERZOG,

« LA SEMAINE ECONOMIQUE, POLITIQUE ET FINANCIERE », 11 novembre 1949.

AU CONGRES RADICAL

A l'unanimité, le Congrès radical adjure le gouvernement de « mettre en œuvre les principes énoncés dans ces accords et, plus spécialement, de transférer, dans le plus bref délai, au Gouvernement des Etats Associés de l'Indochine, les compétences qui relèvent de leur souveraineté interne. »

« A.F.P. », 22 novembre 1949.

UNE DECLARATION DU PRINCE BUU LOC SUR L'APPLICATION DES ACCORDS :

« Il convient de relever à ce sujet que l'indépendance vietnamienne et l'adhésion à l'Union Française sont deux éléments concomitants : les accords doivent recevoir application des deux sens... Le mot EVOLUTIF ne veut pas dire qu'il faille vider de son contenu l'adhésion à l'Union Française, mais au contraire appliquer l'accord avec une souplesse lui permettant de faire de l'association entre la France et le Viet-Nam une réalité vivante, et non pas quelque chose de sclérosé. Je soulignerai à titre d'exemple que la représentation diplomatique, qui comporte au départ trois postes, devra pouvoir s'étendre normalement quand le besoin s'en fera sentir. La France est bien trop réaliste pour ne pas admettre que la vie des peuples comme celle des individus est un perpétuel devenir ».

B. - LA RATIFICATION DES ACCORDS DU 8 MARS

« Déjà les troupes de MAO TSE TOUNG sont sur les frontières du Viet-Nam, et la France serait heureuse que les Etats-Unis intervinssent. Comment pourraient-ils le faire ? Il n'est pas question pour eux de reconnaître le gouvernement de BAO DAI aussi longtemps que les accords passés entre lui et le gouvernement de Paris ne sont pas ratifiés ».

René BOVEY

« JOURNAL DE GENÈVE », 22 Décembre 1949.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Au cours du Conseil des ministres d'hier, le Gouvernement a adopté le projet de loi portant ratification par le Parlement des accords intervenus entre la France et les Etats associés du Viet-Nam, du Laos et du Cambodge.

A ce propos, M. TEITGEN a souligné, à l'issue du Conseil, que rien ne prévoyait dans les accords qu'ils deviendraient caducs faute de ratification avant le 31 décembre. Il reste que le **gouvernement français s'est engagé verbalement vis-à-vis des Etats associés à hâter autant que possible la ratification et, si possible, à l'obtenir avant le 31 décembre.**

Le ministre a souligné l'importance de la ratification de ces traités. Plusieurs nations, notamment les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, n'attendent que cela pour reconnaître BAO DAI et le gouvernement vietnamien.

« LE PARISIEN LIBERE », 23 novembre 1949.

AU CONGRES NATIONAL M. R. P.

Paris, 5 novembre. — Prenant la parole au Congrès M.R.P., M. SCHUMANN, à propos de l'Indochine, a souligné la **nécessité de ratifier les accords passés.**

« A.F.P. », 7 novembre 1949

AU CONGRES RADICAL

A l'unanimité, le Congrès radical adjure le gouvernement de **soumettre à la ratification du Parlement, la Déclaration de la Baie d'Along, le Protocole qui y est annexé ainsi que l'accord du 8 mars 1949.**

« A.F.P. », 22 novembre 1949.

« Tout est là et le succès dépend, dans une très forte mesure, de la façon dont le gouvernement français tiendra les promesses faites par le Président Auriol à Bao Dai pour le décider à remonter sur le trône de ses pères et qui devaient permettre à ce dernier de se présenter devant ses sujets comme le seul champion sincère de l'indépendance vietnamienne. Or, jusqu'ici, l'accord en question n'a même pas encore été ratifié par l'Assemblée nationale ».

Paul du BOCHET.

« TRIBUNE DE GENEVE », 16 décembre 1949.

« DONNER ET RETENIR NE VAUT »

Les faits sont aujourd'hui tels que beaucoup de Vietnamiens, ayant réfléchi, se rallient à BAO DAI, représentant d'un ordre auquel le pays aspire et que la pression chinoise menace à nouveau.

En ce qui nous concerne, toutefois, et étant donné le stade auquel est parvenue la situation, le moment semble opportun pour jouer à fond la carte choisie, car « donner et retenir ne vaut ».

« LES ECHOS », 9 décembre 1949.

LA FRANCE NE DOIT LAISSER SUBSISTER AUCUNE EQUIVOQUE A L'EGARD DU VIET-NAM

Il faut au contraire espérer que le gouvernement français ne sera pas dupe de manœuvres évidemment destinées à porter atteinte aux efforts loyaux faits par la France pour donner son indépendance au peuple vietnamien, en exécution des accords conclus avec S. M. BAO DAI.

Déjà la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils ne pourraient pas arrêter leur attitude

avant la ratification des accords du 8 mars par le Parlement français. Le moment est venu d'agir et d'adopter une position sans équivoque qui, sur le plan international, ne pourra qu'avoir d'heureuses conséquences.

Jean KNECHT.

Ancien envoyé spécial de
« L'EPOQUE » au Viet-Nam.

« L'EPOQUE », 5 novembre 1949.

★★

On imagine le bénéfice moral qui serait accordé à HO CHI MINH si la France était amenée à reconnaître le gouvernement communiste chinois avant même qu'elle ait sanctionné par une ratification parlementaire des accords AURIOL-BAO DAI l'existence du gouvernement vietnamien.

Des contacts officieux ont permis de penser que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis étaient disposés à reconnaître BAO DAI. Ils ne peuvent décemment — ni juridiquement — le faire avant la France elle-même.

M. Bidault avait, en prenant le pouvoir, exprimé la ferme intention d'obtenir le vote avant le 31 décembre. Les complexités intérieures le permettront-elles ?

A.J. MUTTERER,

Ancien envoyé spécial du
« PARISIEN LIBERE » au Viet-Nam.

« LE PARISIEN LIBERE », 10 décembre 1949.

★★

« Les accords signés le 8 mars à Paris par M. Vincent Auriol et S.M. Bao Dai prévoyaient leur ratification par le Parlement français avant le 31 décembre. L'échéance approche à grands pas et il est à espérer que le gouvernement saura faire taire ses dissensions intérieures pour ne pas nuire, à l'extérieur, au prestige de la France. Car une carence de notre part pourrait avoir les plus graves conséquences : ce n'est pas un secret, en effet, que Londres et Washington n'attendent que cette ratification pour reconnaître le gouvernement de S. M. Bao Dai ».

« AGENCE QUOTIDIENNE », 20 décembre 1949.

★★

IL EST TEMPS QU'UNE SOLUTION SOIT TROUVEE

... Si, comme l'écrit le « New-York Times », il est temps qu'une solution soit trouvée en Indochine, elle pourrait l'être plus facilement si les Etats-Unis nous aidaient à nous procurer les moyens qui nous manquent. Il est vrai que leur assistance est subordonnée, paraît-il, à la reconnaissance de Bao Dai, et que Washington ne veut pas le reconnaître tant que le

Parlement français n'a pas ratifié les accords conclus avec lui.

Demandons aux Etats-Unis de préciser leur politique asiatique. Cependant il ne serait pas inutile que nous précisions la nôtre.

« LE MONDE », 15 décembre 1949.

★★

Il est évident que le gouvernement britannique ne peut reconnaître le gouvernement de l'Empereur Bao Dai tant que le Parlement français n'aura pas ratifié les accords signés avec lui en mars dernier.

A. de SEGONZAC.

« FRANCE-SOIR », 12 novembre 1949.

★★

Aussi bien est-on disposé, à Londres, d'accorder la reconnaissance de fait au régime de Bao Dai dès que la France aura, de son côté, ratifié les accords conclus en mars dernier entre le gouvernement français et l'Empereur d'Annam. Le moindre geste français dans ce sens sera suivi d'un geste anglais. **On exprime même à Londres l'espoir que la décision française ne se fera pas trop attendre, dans l'intérêt commun des deux nations.**

Agir et agir vite, tel semble être en ce moment la devise de l'Angleterre en ce qui concerne le Sud-Est de l'Asie.

Stéphane ROUSSEL

« PARIS-PRESSE », 20 décembre 1949.

★★

...On croit savoir que cette reconnaissance « de facto » du gouvernement indochinois suivra ou précèdera de peu celui de la Chine communiste. Mais cela dépendra du vote par la Chambre française des accords Auriol-Bao Dai du 8 mars dernier.

« PARIS-PRESSE », 24 décembre 1949.

★★

« Quelle que soit la solution finalement adoptée, on souligne dans les milieux diplomatiques de Londres que l'état de choses actuel est pour le moins paradoxal. Du côté anglais on se montre en effet impatient de contribuer au prestige de Bao Dai, mais toute démarche formelle a été bloquée jusqu'ici par la lenteur des négociations franco-vietnamiennes et par le retard apporté à la ratification de ces accords par l'Assemblée nationale de Paris ».

« LE MONDE », 21 décembre 1949.

★★

Les Français ont essayé d'obtenir la reconnaissance du gouvernement Bao Dai par les autres puissances et particulièrement par les Etats-Unis. Il semble, cependant, qu'un des points directeurs de la

politique américaine est que la reconnaissance du gouvernement de Bao Dai par les Etats-Unis est conditionnelle à la cessation de tout contrôle politique de la France au Viet-Nam. Mais le Parlement français n'a pas encore ratifié l'accord que le gouvernement français a conclu avec Bao Dai.

« THE TIMES », 7 novembre 1949.

★★

« Les milieux officiels français espèrent que le Parlement ratifiera ce mois-ci l'accord conclu en mars dernier avec Bao Dai, chef de l'Etat du Viet-Nam, de façon à permettre à l'Angleterre et aux Etats-Unis de reconnaître ce gouvernement. A la fois les Français et Bao Dai sont d'avis que cette reconnaissance servirait à détourner toute avance éventuelle des communistes chinois en Indochine.

« Les milieux officiels de Paris sont particulièrement désireux que cette ratification intervienne avant la réunion de la Conférence du Commonwealth britannique qui est prévue à Colombo (Ceylan) pour le 9 janvier et qui discutera des questions chinoise et indonésienne.

« Les Français et les partisans de Bao Dai, ancien empereur d'Annam, qui cherche à organiser un gouvernement national en Indochine, ont été encouragés par la récente visite faite par Malcolm MacDonald, Commissaire général pour le Sud-Est asiatique, de la part du gouvernement britannique, et ils souhaitent que les Etats-Unis fassent un « geste moral » semblable, puisque Washington estime ne pas pouvoir reconnaître le gouvernement de Bao Dai tant que les Français n'ont pas ratifié l'accord qu'ils ont conclu avec ce dernier. »

Harold CALLENDER.

« NEW-YORK TIMES », 11 décembre 1949.

« C'EST A PARIS QU'INCOMBE LA SOLUTION DU PROBLEME INDOCHINOIS »

Washington, 3 novembre. — Les Etats-Unis suivent de très près, et depuis fort longtemps, l'évolution des données du problème indochinois sans pour autant avoir l'intention actuelle de faire de l'Indochine une Grèce de l'Extrême-Orient. Washington garde en effet la conviction que la solution de ce problème est d'ordre politique bien plus que militaire. La guérilla, dit-on, revêt là-bas un aspect tel que l'on ne saurait venir à bout des partisans par les armes tant qu'ils pour-

ront compter sur le soutien des populations rurales. Il faudrait donc amener celles-ci à manifester une « neutralité hostile » à l'endroit des irréguliers de Ho-Chi-Minh. C'est alors que privés de l'assistance de l'« habitant », ils pourraient être réduits à la merci de forces de police équipées d'armes légères. Mais encore conviendrait-il, croit-on ici, que les Vietnamiens se sentent attirés vers un gouvernement pouvant être vraiment considéré comme national, et ainsi reconnu par les autres membres de la communauté asiatique et les grandes puissances.

Les efforts de l'Empereur Bao Dai recueillent à cet égard une attentive sympathie. La presse Luce (Time, Life, Fortune, etc.), qui l'an dernier encore appréciait la façon particulièrement dure de l'œuvre de la France en Indochine, a monté Bao Dai en épingle, le présentant à l'opinion publique comme un homme de caractère, bien résolu à pacifier son pays. Mais les milieux officiels, tenus de se conformer aux principes régissant aux Etats-Unis la matière des reconnaissances des gouvernements étrangers, se montrent encore assez réservés. Peut-être reconnu par Washington un gouvernement doit « contrôler la machine administrative de l'Etat, être agréé par une partie importante de la population, et remplir ses obligations internationales. »

Or, observe-t-on dans cet ordre d'idées, il paraîtrait difficile de « créditer » Bao Dai du contrôle de l'administration avant que les Chambres françaises aient ratifié les accords de la baie d'Along, et que ceux-ci aient intégralement été mis à exécution. Diverses mesures devraient être prises à ces fins sur place comme à Paris. Ainsi le Viet-Nam sera-t-il considéré comme un Etat indépendant dans le cadre de l'Union Française — de manière analogue à l'Inde ou au Pakistan dans celui du Commonwealth britannique — le jour où les rapports entre la France et lui passeront de la compétence de la rue Oudinot à celle du quai d'Orsay. On ne doute pas que cette consécration des pouvoirs du gouvernement vietnamien ne rallie autour de son chef une partie de la population encore plus importante que celle lui ayant jusqu'à maintenant juré fidélité. On pourrait, à ce moment, considérer comme acquises les conditions voulues pour reconnaître le régime de Bao Dai, et lui conférer de la sorte son « dignas est intrare » dans la communauté internationale.

Pour Washington les clefs de la solution seront toujours entre les mains de Paris.

Maurice FERRO

« LE MONDE », 4 novembre 1949.

III. -- Le Viet-Nam sur le plan international



« Si le Viet-Nam était admis au sein des Nations Unies, de l'avis d'observateurs, beaucoup d'« attentistes » et bon nombre de ceux qui suivent le Docteur HO se rallieraient en masse à BAO DAI ».

« NEW-YORK TIMES » 28 Août 1949.

Une lettre de S. S. le Pape PIÉ XII

A Sa Majesté BAO DAI, Empereur du Viet-Nam.

C'est avec satisfaction que Nous avons pris connaissance de la lettre de Votre Majesté Nous informant des accords qu'Elle a signés le 8 mars dernier avec le Président de la République française et de l'Union française.

Nous sommes vivement reconnaissant à Votre Majesté des sentiments qu'Elle y manifeste à l'égard de l'Eglise catholique, et des expressions pleines de déférence dont Elle use vis-à-vis de Notre Personne. Pour notre part — Nous tenons à lui en donner l'assurance — Nous continuerons à nourrir pour la noble nation vietnamienne, où l'Eglise compte près de deux millions de fidèles, la paternelle bienveillance que Votre Majesté s'est plu Elle-même à reconnaître.

Ce peuple, en effet, ne laisse pas d'être à bien des titres l'objet de l'attention et de l'amour du Siège Apostolique. Et, parmi les plus remarquables, pourrions-nous ne pas évoquer la générosité de sa réponse aux labeurs des premiers pionniers de la Foi, son admirable fermeté en maintes épreuves, le puissant essor de la vie religieuse et le développement de l'organisation hiérarchique de l'Eglise en Votre Patrie. Tant de motifs ne peuvent que renforcer les liens de charité qui Nous unissent au cher peuple du Viet-Nam.

C'est dans ces sentiments que Nous élevons vers le Dieu Tout-Puissant Nos prières pour la prospérité de Votre Majesté, de son Auguste Epouse et du peuple vietnamien tout entier.

De Castel Gandolfo, le 8 octobre 1949.

Signé : PIUS P. P. XII.

Le message de M. BEVIN remis à Sa Majesté BAO DAI par M. Malcolm MACDONALD

A Sa Majesté BAO DAI, Chef de l'Etat du Viet-Nam.

« Le Secrétaire au Foreign Office de S. M. Britannique, Ernest BEVIN, me charge d'exprimer à Votre

Majesté ses vœux personnels et son espoir de vous voir réussir dans l'établissement d'un gouvernement stable, qui amènera la paix dans votre pays et y rétablira la prospérité. »

LA VISITE DE M. MALCOLM MACDONALD

Saigon, 13 novembre. — La prochaine visite en Indochine du Commissaire général britannique en Asie du Sud-Est, M. Malcolm MacDonald, qui est attendu lundi à Saigon, cause une vive satisfaction dans les milieux politiques vietnamiens. Ces milieux soulignent que, venant après l'admission du Viet-Nam à l'E.C.A.F.E. (Commission Economique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient), cette visite signifie que le Viet-Nam a conquis sa place dans le concert des nations.

« L'EPOQUE », 14 novembre 1949.

Londres, 11 novembre. — M. Malcolm MacDonald, commissaire général britannique pour le Sud-Est asiatique, doit porter à l'empereur Bao Dai un message personnel de M. BEVIN. La visite d'une semaine qu'il doit faire à partir du 14 novembre revêt donc de ce fait une importance politique accrue.

Il est évident que le gouvernement britannique ne peut reconnaître le gouvernement de l'empereur Bao Dai tant que le Parlement français n'aura pas ratifié les accords signés avec lui en mars dernier. Mais le fait que M. BEVIN prenne la peine d'envoyer des vœux de réussite à l'empereur d'Annam démontre une évolution importante de la part du Foreign Office avec un désir évident de se montrer sympathisant avec Bao Dai.

Le Foreign Office pensait d'abord que le nationalisme des peuples du Sud-Est asiatique serait la meilleure arme à opposer à l'influence des communistes chinois. M. MacDonald, dont les soucis dans le Sud-Est asiatique, en Malaisie en particulier, se rapprochent des nôtres, a recommandé, au contraire, le soutien du régime nettement anticommuniste de l'empereur d'Annam.

Ajoutons que si ce dernier obtenait l'appui sans équivoque de l'Angleterre et des Etats-Unis, nombreux seraient les nationalistes indépendants qui abandonneraient Ho-Chi-Minh pour se joindre à une autorité moins nettement marquée politiquement.

A. de SEGONZAC.

« FRANCE-SOIR », 12 novembre 1949.

LES IMPRESSIONS DU HAUT-COMMISSAIRE BRITANNIQUE :

Hanoi, 21 novembre. — « Au cours de mes entretiens avec Sa Majesté BAO DAI, chef de l'Etat du Viet-Nam, avec M. Léon PIGNON, haut-commissaire de France pour l'Indochine, et avec diverses personnalités vietnamiennes et françaises, je suis convaincu qu'avant le 31 décembre 1949, le Viet-Nam rentrera en possession de ses attributs de la souveraineté interne, retrouvera bientôt la paix et deviendra un pays indépendant au sein de l'Union Française et de la grande famille des nations démocratiques du monde »,

c'est ce qu'a déclaré ce matin M. Malcolm MacDonald, commissaire général britannique pour le Sud-Est asiatique au cours de ses entretiens avec les populations des villages de Phung Hoang et de Van Phuc et du chef-lieu de Hadong.

Ce fut une visite inopinée qu'a faite ce matin le Commissaire général britannique à deux villages et au chef-lieu de Hadong. En effet, elle ne fut décidée qu'au cours de l'entretien qu'il eut avec M. NGUYEN HUU TRI, THU HIEN du Nord-Viet-Nam auquel M. Malcolm MACDONALD exprima le désir de connaître davantage les conditions d'existence et les sentiments de la population du Viet-Nam, par une visite dans quelques villages. Aussi le Commissaire général britannique, qui devait prendre l'avion pour Saigon, ce matin à 8 h. 30, a-t-il retardé son départ de trois heures pour un voyage à Hadong.

Le Commissaire général a tenu également à souligner que le Viet-Nam nouveau, placé sous l'égide de S. M. BAO DAI, a conquis toute la sympathie des nations démocratiques du monde. « La preuve, a déclaré le Commissaire général britannique, en est que le Viet-Nam a été accueilli à une grosse majorité comme membre associé à la dernière conférence de l'E.C.A.F.E. tenue à Singapour. Etant donné qu'après mes visites à travers le pays, je sais pertinemment que le peuple vietnamien est un peuple épris de la paix et des libertés démocratiques, je souhaite ardemment que grâce à l'appui des autres nations démocratiques, le Viet-Nam indépendant prenne sous peu place parmi les conférences internationales beaucoup plus importantes encore. Avant de venir ici, j'avais appris que le Viet-Nam rencontrait de grandes difficultés sur son chemin de la paix et de l'indépendance. Mais après avoir visité le pays et constaté que la population est retournée nombreuse dans les villes et villages un moment abandonnés, je suis sûr que le Viet-Nam de Sa Majesté BAO DAI atteindra le but qui sera la consécration des aspirations du peuple.

Le but sera d'autant plus vite atteint si le peuple vietnamien forme un bloc compact derrière Sa Majesté BAO DAI, votre chef vénéré. Evidemment, les progrès enregistrés sont lents mais le Vietnam, placé sous l'égide de Sa Majesté BAO DAI, marche sûrement vers son indépendance et la paix. »

M. Malcolm MACDONALD a exprimé également sa joie d'apporter le salut du peuple de Grande-Bretagne à celui du Viet-Nam dont il admire les qualités industrielles et les nombreuses vertus.

« VIET-NAM PRESS », 21 novembre 1949.

UNE DECLARATION DE M. MALCOLM MACDONALD

M. MACDONALD, qui est rentré vendredi soir à Singapour d'un voyage en Indochine au cours duquel il a pu se rendre compte de la situation au Viet-Nam et au Cambodge, a déclaré :

« En Indochine, toutes les autorités s'accordent à penser que la solution au problème indochinois ne peut être uniquement militaire. Elle doit être politique.

Le Commissaire général britannique pour le Sud-Est a dit également qu'une importance particulière s'attache aux entretiens entre les représentants français et vietnamiens « qui se poursuivent avec rapidité, sincérité et bonne volonté de part et d'autre », et qu'il a toute raison de s'attendre à un transfert prochain d'importants pouvoirs de l'administration centrale au gouvernement de l'empereur BAO DAI.

Enfin le haut-commissaire britannique a assuré que le facteur le plus puissant qui amènera d'importantes sections de la population à apporter leur soutien à BAO DAI est « qu'elle croit de plus en plus que grâce à cet accord avec les Français, il parviendra à la paix, à la liberté nationale et à la reconnaissance internationale de l'Etat vietnamien. »

M. MACDONALD a précisé que, depuis l'annonce de l'accord signé récemment à Paris et par lequel l'indépendance fut donnée au Cambodge au sein de l'Union Française, d'importants « groupes rebelles » se sont ralliés au gouvernement et le servent loyalement.

Au Tonkin et en Cochinchine, il a vu des « preuves frappantes » de la pacification **progressive et régulière** des populations de régions entières, cette tâche étant entreprise par les forces vietnamiennes et françaises, dans un esprit de coopération cordiale.

Le Commissaire général britannique a ajouté que de nombreux villages et villes qui avaient été sous la domination du Viet-Nam sont protégés par des partisans locaux du Viet-Nam, qui forment une garde « impressionnante de jeunes patriotes ». Il a assuré que ces secteurs sont maintenant, de leur plein gré, de solides soutiens du gouvernement vietnamien de BAO DAI.

« L'AUBE », 26 novembre 1949.

LA VISITE DE M. MACDONALD DOIT RENFORCER LE PRESTIGE DE BAO-DAI, ESTIME-T-ON A LONDRES

Londres, 11 novembre. — La visite en Indochine du Commissaire général britannique pour l'Asie du Sud-Est, M. Malcolm MACDONALD, prend une signification spéciale, puisque le représentant officiel de la Grande-Bretagne doit rencontrer l'empereur BAO DAI et les membres de son gouvernement. On précise toutefois à Londres que ce geste ne constitue pas une reconnaissance formelle des autorités du Viet-Nam, mais qu'il témoigne de la sympathie anglaise envers les efforts du gouvernement BAO DAI pour rétablir une autorité stable en Indochine.

Dans les milieux diplomatiques de Londres on fait observer que cette importante visite aura certainement pour effet de renforcer le prestige du gouvernement du Viet-Nam en attendant que la Grande-Bretagne puisse envisager la reconnaissance officielle de BAO DAI. Une telle reconnaissance paraît en effet difficile à concevoir aussi longtemps que le Parlement français n'aura pas ratifié les divers accords signés depuis le début de l'année avec le Viet-Nam, le Laos et, tout récemment, avec le Cambodge.

Le désir incontestable de faciliter le règlement de l'affaire indochinoise ne signifie pas que l'opinion bri-

tannique soit pleinement satisfaite de l'attitude de la France. Si les milieux officiels s'abstiennent de formuler ouvertement leurs critiques, certains journaux n'observent pas la même réserve. Le « Manchester Guardian », par exemple, a dénoncé ces jours-ci « la politique de demi-mesures » qui serait poursuivie par la France. Selon cet organe libéral il serait évident aujourd'hui que la France risque d'aller au-devant d'un dangereux échec si elle ne se décidait pas à reconnaître franchement que le nationalisme indochinois représente la seule force capable de résister à l'influence communiste. A cet égard les Britanniques ne manquent pas de citer l'exemple de l'Indonésie, et il est hors de doute que le Foreign Office serait particulièrement heureux de pouvoir adresser à la France et au Viet-Nam un message de félicitations analogue à celui que M. BEVIN vient d'envoyer à La Haye au lendemain de la Conférence de la Table Ronde.

« LE MONDE », 12 novembre 1949.

CONCLUSION DU VOYAGE DE M. MACDONALD

L'ANGLETERRE S'APPRETE A RECONNAITRE DE FACTO BAO DAI

Londres, 16 décembre. — On apprend de source non officielle, mais généralement bien informée, qu'à la suite du rapport extrêmement favorable adressé à l'issue de son voyage en Indochine par M. Malcolm MACDONALD, Haut-Commissaire britannique pour l'Extrême-Orient, à M. BEVIN, ministre des Affaires étrangères, le gouvernement britannique envisagerait de reconnaître « de facto » le gouvernement de BAO DAI.

J. CHAMPAGNE.

« LE PARISIEN LIBERE », 17 décembre 1949.

LE COMMONWEALTH ET L'INDOCHINE

Karachi, 20 novembre. — On apprend ce soir de source autorisée que le gouvernement du Pakistan a proposé que le problème indochinois soit inscrit à l'ordre du jour de la Conférence des ministres des Affaires étrangères des pays du Commonwealth, qui doit se tenir au début de l'année prochaine.

Cette Conférence qui se réunira à Ceylan doit porter sur les questions asiatiques, le traité de paix japonais et les relations avec la Chine communiste.

« LE POPULAIRE », 21 novembre 1949.

A PROPOS D'UNE DECLARATION DE M. CARLOS ROMULO

Questionné sur la déclaration de M. CARLOS ROMULO, Président de l'Assemblée Générale de l'O.N.U., au cours de la session de la section d'Extrême-Orient du Congrès du Commerce extérieur, réunie à New-York, le Prince BUU LOC, Directeur du Cabinet de Sa Majesté BAO DAI, s'est exprimé en ces termes :

« C'est la première fois qu'au sein de l'Assemblée générale de l'O. N. U. une voix particulièrement autorisée s'est élevée pour déclarer fermement et nettement qu'il n'est plus possible que le Viet-Nam ne soit pas doté d'un gouvernement indépendant. Sa Majesté BAO DAI s'est montrée extrêmement sensible aux paroles de Son Excellence CARLOS ROMULO.

« Le point de vue du Président de l'Assemblée générale de l'O. N. U. est appelé à avoir de profonds échos parmi les nationalistes vietnamiens parce qu'il rejoint parfaitement celui de Sa Majesté qui a toujours affirmé que seule la réalisation de notre indépendance nous permettra de participer efficacement à la défense du droit international, des libertés individuelles, de la démocratie et de la paix dans le Sud-Est asiatique. Du reste la signature de l'accord du 8 mars 1949 prouve que la France partage ce point de vue.

« Cette indépendance ayant été reconnue par l'accord du 8 mars 1949, il s'agit à présent de la concrétiser. La récente admission du Viet-Nam à l'E.C.A.F.E. et la part déterminante prise par la diplomatie française dans cet événement ont constitué une étape importante de cette réalisation. La prochaine étape sera franchie dès que seront conclues les conventions particulières de transfert de services préparées actuellement par la Commission d'Application des Accords.

« Le principal obstacle rencontré au sein de cette Commission me paraît être le temps.

« Comme je l'ai déclaré plus haut, le Viet-Nam, une fois indépendant aussi bien en droit qu'en fait, pourra participer largement à la vie internationale, à côté des nations libres et démocratiques. »

« A.F.P. », 2 novembre 1949.

LE PROBLEME VIETNAME, D'APRES LA REVUE MEXICAINE « REVISTA DE REVISTAS »

Depuis des années, une guerre féroce, sans quartiers, pour ainsi dire sans prisonniers, n'épargnant ni les femmes ni les enfants, des deux côtés, ravage l'Indochine. Cette guerre il faut y mettre fin. Et il n'y a qu'un médiateur possible : BAO DAI.

A leur grande surprise, les Français s'aperçurent qu'ils n'avaient pas en face d'eux la marionnette impériale que l'on s'imaginait. BAO DAI, qui avait quitté volontairement le pouvoir, ne tenait pas à reparaitre devant ses compatriotes avec la réputation d'un valet de l'ennemi. En smoking ou en spencer, un œillet blanc à la boutonnière, son éternel sourire aux lèvres, BAO DAI attendait que ses interlocuteurs se rendissent bien compte qu'ils n'étaient pas seuls dans le jeu et qu'ils avaient devant eux un représentant authentique du peuple vietnamien, un nationaliste exactement semblable à ceux qui les combattaient, avec cette différence, sensible, qu'il préférerait obtenir par la voie de la négociation et sans effusion de sang ce que les partisans tentaient d'acquiescer en forçant les blockhaus.

Effectivement, BAO DAI a obtenu ce que HO-CHI-MINH n'a jamais pu réussir à avoir : la renonciation par la France au traité (presque vieux d'un siècle) lui assurant en Cochinchine des avantages incom-

parables. En mars dernier, le Président de la République française signait avec Sa Majesté BAO DAI un traité consacrant en fait le retrait de la France d'Indochine. De nombreuses clauses dissimulent et cherchent même à restreindre les concessions françaises. Il est hors de doute qu'elles disparaîtront avec le temps, sans même qu'il y ait lieu de trop attendre. Un nouvel Etat asiatique est né, un Etat riche, un Etat dont le sous-sol regorge de ressources cachées, un Etat dont la position stratégique est telle qu'il est appelé à jouer un rôle déterminant dans le Sud-Est de l'Asie.

Les Anglais ont évacué les Indes sans perdre cependant leur influence dans un pays où ils campèrent pendant deux siècles sans réussir à s'implanter. Le départ de la France d'Indochine ne signifie pas la perte de son influence dans cette région du monde. Lorsque le temps aura cicatrisé les blessures laissées par la guerre et adouci l'amertume causée par la conduite d'éléments condamnables, la possibilité sera donnée à l'influence française de s'exercer pleinement. La chose sera d'autant plus faisable que l'Indochine est une proie convoitée. L'influence politique russe et la main-mise économique américaine sont appelées à s'y heurter longtemps. La Chine de MAO-TSE-TOUNG est un voisin dangereux. Le Siam, plate-forme anglaise, peut chercher à s'étendre. La France, qui a fait du Viet-Nam une des nations associées de l'Union Française, est une garantie contre les appétits trop aigus. Lorsque les nationalistes vietnamiens auront fait leurs premières dents et lorsque les colonialistes français auront été poussés dans la tombe des idées mortes, il y aura place en Indochine pour l'alliance de la civilisation asiatique et de la technique occidentale.

Guy VINATREL.

« REVISTA DE REVISTAS », 4 septembre 1949.

CLARIFIER LA SITUATION PRESENTE

A Saigon, des observateurs estiment qu'une rapide transmission des pouvoirs au Gouvernement BAO DAI, combinée avec une amélioration de l'ordre intérieur ramené par l'action militaire des Français, contribuerait beaucoup à clarifier la situation présente, qui est quelque peu obscure.

Mais il est peu probable qu'il y ait un renversement soudain des forces. Les changements qui pourraient se produire en faveur du Gouvernement de BAO DAI auront probablement comme contre-coup le raidissement déjà visible de l'attitude du Viet-Minh. L'avance communiste en Chine est indubitablement une source de force morale pour Ho-Chi-Minh, et elle pourrait se révéler aussi bien une aide matérielle.

D'un autre côté, sur le plan des affaires étrangères, si le Viet-Minh gagne la sympathie des communistes chinois et de la Russie soviétique, il s'aliénera celle d'autres pays asiatiques non-communistes. Ceux-ci regarderaient alors plus favorablement BAO DAI et son gouvernement. Un reflet de ce changement possible d'attitude peut être déjà aperçu dans le désir exprimé par l'Inde, de recevoir une mission d'amitié du Viet-Nam.

Ainsi, tandis que la situation à l'intérieur de l'Indochine française demeure un problème national que BAO DAI et son gouvernement doivent résoudre par eux-mêmes, le problème militaire, dans une grande mesure à cause de l'avance des communistes chinois, est devenu un problème international étroitement lié avec l'attitude de la France et la présence au Viet-Nam de l'armée française.

Félix BOLO.

« DAILY MAIL », 29 septembre 1949.

UN ARTICLE DU « TIMES » SUR LA POSITION DE LA FRANCE

Londres, 7 novembre. — Dans un article intitulé « La position française au Tonkin » et signé de son correspondant à Paris, « Le Times » écrit aujourd'hui :

« Les Français ont essayé d'obtenir la reconnaissance du gouvernement de BAO DAI par les autres puissances et, particulièrement, par les Etats-Unis. Il semble, cependant, qu'un des points directeurs de la politique américaine est que la reconnaissance du gouvernement de BAO DAI par les Etats-Unis est conditionnelle à la cessation de tout contrôle politique de la France (au Viet-Nam). Mais le Parlement français n'a pas encore ratifié l'accord que le gouvernement français a conclu avec BAO DAI... »

Après avoir noté que « les conseillers de BAO DAI reconnaissent la nécessité de la présence des troupes françaises aussi longtemps que le gouvernement de BAO DAI sera menacé par la guerre civile et une attaque venant de l'extérieur », le « Times » remarque cependant que ces mêmes conseillers déclarent, par ailleurs, que les Français devraient les aider à lever, entraîner et équiper une armée proprement vietnamienne. Ce point de vue — ajoute le « Times » — est, selon les informations qui parviennent à Paris, partagé par le gouvernement des Etats-Unis : « Il semble que Washington soit désireux, et même, très désireux, d'aider à la défense de cet avant-poste du Sud-Est asiatique contre le communisme, mais à condition que le gouvernement de BAO DAI soit tel qu'il puisse le reconnaître. »

« A.F.P. », 8 novembre 1949.

LA FRANCE S'ENGAGE A AIDER L'ETAT DU VIET-NAM

On apprenait aujourd'hui que BAO DAI avait l'intention d'envoyer une « mission de bonne volonté » d'abord à Bangkok, Rangoon, New-Delhi et Karachi, et plus tard aux Philippines, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Il espère qu'une reconnaissance officielle de la part des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne aussi bien que de la France servira à fortifier le nouvel Etat. Dans le même temps, il s'efforce d'amener les Français à transférer intégralement à son Gouvernement l'appareil administratif des régions constituant l'Etat du Viet-Nam.

Les milieux officiels français considèrent que la politique américaine actuelle en Extrême-Orient favorise le régime de BAO DAI dans la mesure où les Etats-Unis ont lancé un avertissement aux communistes chinois, grandement redoutés des Vietnamiens, pour qu'ils n'envahissent pas les pays voisins.

Les Français pensent qu'ils ont beaucoup progressé vers l'adoption d'une politique semblable à celle de Washington en accordant au Viet-Nam son indépendance au sein de l'Union Française, en invitant le nouveau Gouvernement du Viet-Nam à conclure la paix avec les nationalistes se trouvant sous la conduite des communistes, et en proposant de permettre aux Nations Unies de s'occuper à l'avenir des troubles qui pourraient se produire au Viet-Nam.

« NEW YORK TIMES », 9 août 1949.

L'AIDE DE WASHINGTON

Aucune décision n'a encore été prise par le Gouvernement américain quant à l'utilisation des crédits s'élevant à 75 millions de dollars et que la législation du plan d'aide militaire met à la disposition du Président TRUMAN pour « la région générale de Chine », expression qui désigne, selon les milieux autorisés, l'ensemble du Sud-Est asiatique.

On souligne qu'une telle utilisation de ces crédits ne pourrait être sérieusement envisagée qu'après une reconnaissance du gouvernement BAO DAI par les Etats-Unis. Or la ratification par le Parlement français des accords franco-vietnamiens semble être, avec l'établissement effectif de la souveraineté du gouvernement BAO DAI sur l'ensemble du territoire vietnamien, une des principales conditions préalables à une telle reconnaissance par les Etats-Unis.

On rapprochera cette déclaration de l'éditorial du « New York Times » affirmant que l'Indochine et Formose sont désormais les frontières du communisme en Asie.

« LE MONDE », 14 décembre 1949.

VISITE DES SENATEURS AMERICAINS

Les quatre sénateurs américains, en mission dans le Sud-Est asiatique, ont été reçus, le 23 novembre, par M. NGUYEN PHAN LONG, ministre des Affaires Etrangères. Ils étaient accompagnés de M. ABBOTT, consul général des Etats-Unis. De son côté, M. NGUYEN PHAN LONG était entouré de tous les ministres vietnamiens présents à Saigon.

Au cours de l'entretien, qui a duré plus d'une demi-heure, les sénateurs américains se sont informés des progrès de la pacification, des modalités d'application des Accords, du problème de l'investissement des capitaux au Viet-Nam, de la future attitude du Viet-Nam à l'égard de la France et des chances qu'un régime communiste pourrait avoir de s'implanter au Viet-Nam.

M. NGUYEN PHAN LONG a déclaré notamment que le Viet-Nam et la France souhaitaient voir appliquer aussi rapidement que possible les Accords du 8 mars. Le Viet-Nam — a déclaré M. NGUYEN PHAN LONG — entend pratiquer, dans l'avenir, la politique de la porte ouverte à tous les capitaux français et étrangers. Le ministre des Affaires Etrangères a souligné que les intérêts de la France seraient respectés dans le Viet-Nam indépendant et que celui-ci souhaite maintenir, dans l'avenir, des rapports aussi cordiaux que possible avec la France. En ce qui concerne les chances du communisme au Viet-Nam, M. NGUYEN PHAN LONG a exprimé l'avis qu'elles étaient à peu près nulles, la structure économique et sociale du pays, les traditions et le tempérament des nationaux ne se prêtant pas aux expériences de collectivisme totalitaire.

« A.F.P. », 30 novembre 1949.

L'APPUI DES NATIONS UNIES.

Les déclarations encourageantes faites récemment par les gouvernements de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, des Philippines ont donné à BAO DAI un prestige moral que HO CHI MINH n'aurait jamais pu espérer.

Mais BAO DAI est très désireux d'obtenir la reconnaissance officielle de ces pays et des puissances asiatiques voisines, en particulier l'Inde.

Si le Viet-Nam était admis au sein des Nations Unies, de l'avis d'observateurs, beaucoup d'« attentistes » et bon nombre de ceux qui suivent le Docteur HO se rallieraient en masse à BAO DAI.

« NEW YORK TIMES », 28 août 1949.

La mission du Prince BUU-LOC

« On croit que le voyage annoncé du prince BUU-LOC et de M. NGUYEN DAC KHE à Paris est en rapport avec l'évolution de la guerre de Chine. Ces deux délégués de S.M. BAO DAI viennent exposer les répercussions des victoires de MAO TSE TUNG sur le Viet-Nam. Ils ont été précédés en France par le Dr DON, secrétaire personnel du souverain.

« En dehors de HO CHI MINH, il existe un très grand nombre de nationalistes qui tiennent le maquis. La majorité d'entre eux paraît prête à se rallier à BAO DAI, mais s'ils quittent leurs maquis, ils risquent soit d'être assassinés par les gens de HO CHI MINH, soit d'être arrêtés par la Sûreté qui est toujours aux mains des Français. Les deux objectifs immédiats des délégués vietnamiens attendus à Paris seraient donc : 1° le passage de la direction de la police au gouvernement de BAO DAI ; 2° la création rapide d'une armée nationale qui donnerait confiance aux éléments hésitants de la population. »

Extrait de « L'ECHO DU VIET-NAM »,
25 novembre 1949.

Washington, 2 décembre. — La présence, aux Etats-Unis, du prince BUU-LOC, Directeur du Cabinet de Sa Majesté BAO DAI, attire, à nouveau, l'attention des milieux spécialisés de Washington sur les conséquences possibles de l'arrivée des forces communistes chinoises à la frontière du Tonkin et sur la structure du gouvernement BAO DAI sous

l'angle du droit international. On rappelle qu'au lendemain de la prise de Shanghai, M. ACHESON, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, a lancé un solennel avertissement aux communistes chinois pour qu'ils respectent l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des voisins de la Chine. Cet avertissement s'appliquait, sans aucun doute, à l'Indochine — avait-on déclaré, à l'époque, dans les milieux compétents de Washington. Il va sans dire que les Etats-Unis s'alarmeraient vivement d'une aide ouverte éventuelle des communistes chinois aux partisans d'HO CHI MINH et on ne cache pas que les Etats-Unis suivent, avec un grand intérêt, les efforts faits, en Indochine, pour éviter une domination communiste en ce pays.

En ce qui concerne la reconnaissance, par les Etats-Unis, du gouvernement de Sa Majesté BAO DAI, on souligne, à Washington, que cette question ne peut être envisagée, d'une façon ou d'une autre, par les dirigeants américains avant que deux obstacles juridiques principaux à une telle reconnaissance soient éliminés.

Ces deux obstacles sont, d'une part, le fait que l'Assemblée Nationale française n'a pas encore ratifié les Accords franco-vietnamiens du 8 mars 1949, instituant le gouvernement de Sa Majesté BAO DAI, et, d'autre part, la question de savoir dans quelle mesure s'effectuera le transfert de souveraineté des autorités françaises aux autorités vietnamiennes.

« A.F.P. », 2 décembre 1949.

Une interview au « Monde » du Prince BUU-LOC

Washington, 5 décembre. — Après un bref séjour d'information aux Etats-Unis, qui n'a revêtu aucun caractère officiel, le prince BUU LOC s'est envolé à destination de Paris, où il arrivera demain mardi. Durant sa visite à Washington, le représentant de l'empereur BAO DAI a été mis par l'ambassade de France en contact avec certains hauts fonctionnaires du département d'Etat spécialisés dans les questions françaises et les affaires d'Extrême-Orient. Avant de repartir, il a fait au « Monde » quelques déclarations relatives à la mission d'ordre strictement « privé » dont il est investi par son souverain.

Il est inexact, comme l'avaient prétendu certaines agences de presse, que le prince BUU LOC ait été chargé de s'enquérir des conditions mises par le gouvernement américain à la reconnaissance du régime national actuel du Viet-Nam.

« Assurément, nous a-t-il dit, la reconnaissance de l'empereur par les grandes puissances et ses voisins asiatiques aurait une très vaste portée dans le domaine international. Mais je ne puis, sur le fond même de la question, me livrer à un quelconque commentaire, sinon exprimer mon avis que **les amis doivent se chercher et se le dire**. MAO TSE TUNG ne s'est pas demandé, quand il a reconnu HO CHI MINH, s'il avait le contrôle effectif de l'administration et recueillait l'adhésion des principaux groupes de la population.

« Mais ce n'est là qu'un vœu. Ma mission se situe à Paris, où je vais essayer de hâter la ratification et l'exécution, dans le cadre de l'Union Française, des accords conclus entre la France et mon pays. La politique permanente de Sa Majesté consiste en effet dans la concrétisation des attributs de la souveraineté du Viet-Nam. Je dois dire que M. PIGNON, récemment rentré de Paris, est animé du désir sincère de transférer au Viet-Nam les compétences et les services avant la fin de l'année. **Il convient de relever à ce sujet que l'indépendance vietnamienne et l'adhésion à l'Union Française sont deux éléments**

concomitants : les accords doivent recevoir application dans les deux sens. »

Le prince, on s'en souvient, avait fait ressortir au cours d'une conférence de presse que l'accord du 8 mars dernier devait être envisagé sous un angle évolutif. Aussi bien, pour éviter toute équivoque, at-il tenu à préciser que **« le mot évolutif ne veut pas dire qu'il faille vider de son contenu l'adhésion à l'Union Française, mais au contraire appliquer l'accord avec une souplesse lui permettant de faire de l'association entre la France et le Viet-Nam une réalité vivante, et non pas quelque chose de sclérosé. Je soulignerai à titre d'exemple que la représentation diplomatique, qui comporte au départ trois postes, devra pouvoir s'étendre normalement quand le besoin s'en fera sentir. La France est bien trop réaliste pour ne pas admettre que la vie des peuples comme celle des individus est un perpétuel devenir. »**

« L'exécution des accords, en renforçant l'autorité de la politique du gouvernement de l'empereur aura sur le plan local un effet des plus salutaires. Les ralliements seront sans cesse plus nombreux et la sympathie des populations ira croissante. Une armée vietnamienne adaptée aux conditions de la lutte des jungles, aidée au surplus par l'habitant, disposera bien plus aisément des derniers partisans de HO CHI MINH qu'une armée mieux faite pour livrer des batailles rangées.

« Il en va différemment en ce qui concerne le communisme international. Une collaboration entre la France et le Viet-Nam dans le cadre de l'accord du 8 mars est tout indiquée pour faire front aux communistes sud-asiatiques. Une coopération aux frontières et à l'intérieur entre les forces françaises et les forces du Viet-Nam indépendant contribuerait efficacement à la pacification de cette partie de l'Asie... »

Maurice FERRO.

« LE MONDE », 6 décembre 1949.

IV. -- Nouvelles du Viet-Nam

« Depuis trois mois déjà, dans les masses vietnamiennes, le prestige de l'Empereur a crû considérablement ».

Lucien BODARD

Envoyé spécial en Extrême-Orient de « FRANCE-SOIR »
et « FRANCE ILLUSTRATION ».

UN ARTICLE DE LA REVUE « TIME »

...Quand BAO DAI rentra dans son pays en juin dernier, le « Père et mère » du Viet-Nam avait changé. Il ne voulait plus être un gai luron ou une marionnette. Le correspondant de la revue « TIME », Sam WELLES, qui visita l'empereur et son pays troublé par la guerre, nous a câblé :

« Jadis, le sport favori de BAO DAI consistait à traquer les tigres, les éléphants et les gaurs (féroces buffles sauvages), à pied à travers la jungle. Cela demandait de l'intelligence et du courage. Ces deux qualités sont nécessaires dans la jungle féroce de la politique vietnamienne, et BAO DAI fait preuve de toutes les deux. La radio communiste avait prédit qu'il serait assassiné ; les autorités françaises en furent si affectées qu'aux cérémonies publiques elles maintenaient la foule à cent mètres de Sa Majesté et offrirent à celle-ci une automobile blindée. Mais BAO DAI dédaigna une telle protection. A Hanoi, il descendit une rue étroite à travers une foule de 50.000 personnes, dont n'importe laquelle aurait pu le tuer au revolver ou à la grenade. Cela, il l'a fait et refait à travers tout le pays, marchant aussi calmement que lorsqu'il était sur la piste d'un gaur.

« Tout homme d'Etat devrait pratiquer un sport », dit-il avec un pétitement dans le regard. Puis il ajoute sérieusement : « Ce n'est pas en sautant à distance du haut d'un balcon que je puis gagner des appuis ».

« Jadis l'approche des communistes chinois à travers la frontière a donné aux communistes des visions de victoire décisive, mais elle a aussi aggravé la fissure qui va s'élargissant entre, d'une part, le noyau des communistes acharnés qui est constitué par les leaders groupés autour de HO CHI MINH, lesquels seraient prêts à accepter la direction de MAO TSE TOUNG, et, d'autre part, leurs troupes, qui redoutent la Chine et veulent que le Viet-Nam soit aux Vietnamiens. Un général français m'a dit : « Pendant deux ans, j'ai dû établir des statistiques de désertions vers les camps des communistes. Depuis voilà deux mois, mes statistiques concernent les désertions des communistes qui rejoignent notre camp. »

« TIME », 10 octobre 1949.

L'EVEQUE VIETNAME ENN DE PHAT-DIEM AFFIRME SA FIDELITE A BAO-DAI

La radio du Sud-Viet-Nam a diffusé une lettre datée du 5 octobre adressée par l'évêque vietnamien de Bui Chu — diocèse de Phat-Diem — au gouvernement vietnamien, et proclamant au nom de toute la population du diocèse la fidélité du signataire à l'empereur BAO DAI. Les autorités bouddhistes de la région de Phat-Diem se sont rangées également aux côtés de l'empereur ; les milices populaires collaborent actuellement avec les forces de pacification.

On constate que, depuis le ralliement au gouvernement BAO DAI de la population catholique du Sud et du Nord-Viet-Nam, notamment de la région de Phat-Diem, la radio du Viet-Minh a intensifié ses appels à « ces catholiques égarés ».

« LE MONDE », 15 novembre 1949.

LES « JEUNESSES PATRIOTES » VIETNAMEENNES VONT PRETER SERMENT A S. M. BAO DAI

Le 4 décembre à 9 h., sur le terrain du Cercle Sportif, les « Jeunesses Patriotes » (Thanh Nien Bao Quoc Doan) prêteront, au cours d'une manifestation, serment de fidélité à la Nation et à S.M. BAO DAI.

Il est possible que le chef de l'Etat vietnamien assiste en personne à cette cérémonie, à laquelle le Haut Commissaire de France est également invité.

On sait que le mouvement des « Jeunesses Patriotes » possède des ramifications dans toutes les provinces du Sud-Viet-Nam et groupe près de 30.000 jeunes nationalistes vietnamiens de tendance nettement anti-communiste.

Certains de leurs cadres ont fait partie de Jeunesses d'avant-garde (T.N.T.P.) et avaient combattu dans les rangs du Viet-Minh, mais ont abandonné le maquis par suite de leur désaccord avec la politique du gouvernement HO CHI MINH.

« LE JOURNAL D'EXTREME-ORIENT »,
30 novembre 1949.

REPRESAILLES DU VIET-MINH

On apprend que des éléments du Viet-Minh ont incendié le village de Trung Ning, dans la région de Bac-Ninh, à une trentaine de kilomètres au nord-ouest d'Hanoï.

Cette incursion du Viet-Minh est considérée comme une représaille contre l'important mouvement de ralliement des populations vietnamiennes enregistré dans cette région.

« A.F.P. », 27 novembre 1949.

TERRORISME VIET-MINH

Saigon, 29 novembre. — Une grenade quadrillée a explosé sur la scène du théâtre vietnamien de Mytho (à quatre-vingts kilomètres au sud de Saigon), au cours d'une représentation.

Deux enfants ont été tués. Un soldat français et trente-deux Vietnamiens, dont vingt-deux enfants, ont été blessés.

« A.F.P. », 30 novembre 1949.

LA CIRCULATION ROUTIERE EST REDEVENUE NORMALE DANS LE SUD VIET-NAM

Saigon, 7 novembre. — Il est désormais possible de se rendre, de jour, sans escorte et sans risques réels, de Saigon à tous les chefs-lieux de province du Viet-Nam.

Ce retour à la libre circulation de tous les véhicules sur la presque totalité du réseau routier du Sud-Viet-Nam est, généralement, considéré comme la preuve du succès des méthodes pacificatrices mises en œuvre depuis un an dans cette région. L'importante route « Saigon-Phnom-Penh-Angkor » a été ainsi rendue libre à la circulation routière. En dehors des convois d'armes, aucune circulation n'était alors possible.

Au cours des trois derniers mois, aucune attaque de Viet-Minh contre des véhicules chinois ou vietnamiens n'a été signalée.

« A.F.P. », 8 novembre 1949.

LE YACHT DE S. M. BAO DAI TRANSPORTE 300 TONNES DE RIZ A LA POPULATION DU NORD VIET-NAM

Le 9 novembre, dans l'après-midi, a eu lieu, dans le port d'Haiphong, la cérémonie de la réception par M. NGUYEN HUU TRI, Gouverneur du Nord-Viet-Nam, du contingent de trois cents tonnes de riz offert par S.M. BAO DAI et arrivé, à Haiphong, à bord du « Huong Giang », yacht du Chef de l'Etat vietnamien.

Le Gouverneur NGUYEN HUU TRI, prenant officiellement possession de la cargaison du « Huong Giang », a, devant une foule nombreuse venue mal-

gré la pluie, prononcé une allocution en langue vietnamienne au cours de laquelle il a déclaré notamment :

« En affectant son yacht au transport du riz pour le ravitaillement des populations du Bac-Viet, le Chef de l'Etat a tenu à marquer tout l'intérêt qu'il porte aux masses laborieuses dont le bien-être est son souci primordial.

« Ce geste, qu'il conviendrait de souligner, s'insère d'ailleurs, dans ce vaste programme de réformes sociales de son Gouvernement dont l'un des objectifs, précisément, est de soulager la misère de la population et de relever son niveau de vie. »

« A.F.P. », 16 novembre 1949.

A L'OCCASION DE LA FETE DE « VAN THO »

Hanoï, 22 novembre. — A l'occasion de la fête de Van Tho, le Chef de l'Etat a fait un don de 60.000 piastres aux pauvres du Nord-Viet-Nam et un autre de 20.000 piastres à l'Institut ophtalmologique de Hanoï pour permettre à ce dernier d'améliorer son matériel.

La répartition du don de 60.000 piastres aux pauvres des provinces du Nord-Viet-Nam a été effectuée sous forme d'une distribution de riz.

« VIET-NAM PRESS », 22 novembre 1949.

SOUSCRIPTION A DALAT EN FAVEUR DES PERSONNES NECESSITEUSES DU NORD VIET-NAM

Hanoï, 22 novembre. — Répondant à l'appel lancé à la radio par M. NGUYEN HUU TRI, Thu Hiên du Nord-Viet-Nam, un Comité de secours aux personnes nécessiteuses du Nord vient d'être constitué à Dalat et a organisé une première collecte dans la ville des Hauts-Plateaux, laquelle a donné la somme de 60.000 piastres. Le Comité a immédiatement envoyé ce montant à M. NGUYEN HUU TRI et demandé que la somme soit attribuée moitié à la Société de Bienfaisance HOP THIEN, moitié à l'Association d'Assistance aux Sinistrés de Guerre.

« VIET-NAM PRESS », 22 novembre 1949.

UN DEMENTI DES MILIEUX OFFICIELS VIETNAMIENS

On dément formellement dans les milieux officiels du gouvernement vietnamien, « les nouvelles fantaisistes, tendancieuses et dénuées de tout fondement », lancées par la presse étrangère et annonçant un regroupement des troupes nationalistes du général PAI CHUNG HI dans la région frontalière pour appuyer la cause du gouvernement de l'Empereur BAO DAI.

On précise, de même source, que « la position du gouvernement vietnamien à l'égard des troupes nationalistes qui tenteraient de traverser la frontière, a été

clairement exposée et n'a jamais varié depuis », dans une déclaration commune faite précédemment par le Haut-Commissaire.

« A.F.P. », 17 décembre 1949

Voici cette déclaration :

M. PIGNON, Haut-Commissaire de la République en Indochine, a remis à la presse, un communiqué précisant la position des gouvernements français et vietnamien au regard des événements de Chine.

« Je suis autorisé par ces gouvernements — déclare cette note — à faire connaître qu'ils ont pris la position suivante :

« Les gouvernements français et vietnamien estiment nécessaire de faire connaître quelle serait leur position au cas où des formations militaires chinoises seraient amenées à tenter de pénétrer en Indochine et, en particulier, au Viet-Nam.

« Ces deux gouvernements précisent que les instructions données aux troupes de l'Union Française sont de s'opposer à toute entrée en Indochine de troupes étrangères se présentant en armes à la frontière. Si un tel cas se présente, les éléments qui franchiraient la frontière seront refoulés, ou désarmés et internés. En aucun cas, les gouvernements français et vietnamien n'admettront que le territoire du Viet-Nam, de même que celui d'aucun autre Etat de l'Union Française, serve de refuge à des éléments susceptibles d'affecter la sécurité des régions frontalières et les rapports de bon voisinage avec les Etats limitrophes ».

« A.F.P. », 11 décembre 1949.

CONTRE LA PROPAGANDE COMMUNISTE

Prenant leurs désirs pour des réalités, les gens d'HO CHI MINH vont sans cesse répétant que l'expérience BAO DAI a, d'ores et déjà, échoué.

C'est vite dit. Mais il faut le prouver.

Or qu'apprendra au Viet-Nam M. MACDONALD ?

D'abord l'expérience BAO DAI n'a pas pu échouer, puisque c'est seulement le 1er janvier prochain que tous les pouvoirs auront été passés aux autorités vietnamiennes, toute l'administration remise au Viet-Nam.

Voilà pour la mauvaise foi des communistes.

Mais il y a plus. Dans cette affaire, M. PIGNON, Haut-Commissaire de la République, a tout de même son mot à dire. Or, voici son impression « visuelle » sur les sentiments du peuple :

La faveur des populations :

« J'ai été saisi, a dit M. PIGNON, par l'importance et la chaleur de l'accueil que les populations, en particulier celles de Hué et de Hanoï ont réservé à Sa Majesté BAO DAI et, encore plus, par l'enthousiasme indescriptible que le souverain a soulevé tout récemment à son passage à travers les campagnes du delta tonkinois. »

Les ralliements se multiplient :

Examinons à présent les faits. Et bien ! partout, **écœurés des méthodes totalitaires communistes, des Vietnamiens se rangent sous la protection du gouvernement BAO DAI.**

Des ralliements ont été enregistrés dans le sud du Viet-Nam, à Tay-Ninh et dans plus de sept districts de ces régions.

Dans la province catholique Phat-Diem (à 110 kilomètres de Hanoï), des parachutistes vietnamiens luttent énergiquement contre l'ennemi. Or leur chef est Mgr LE HUU TU qui, jusqu'à ces derniers temps, avait observé une stricte neutralité.

A Langson, un chef local, NONG QUOC LONG, qui avait pris le maquis depuis 1940, est venu se présenter à l'empereur et l'a assuré de son soutien et de celui de tous ses hommes.

Au Tonkin encore, un de nos adversaires, TOAN VINH, vient de prendre le commandement du 90^e bataillon de la zone frontière de Langson « afin, a-t-il dit, de réaliser l'indépendance du pays et non de servir à des fins partisans ».

Fin de la disette de riz

Parallèlement, la disette est partiellement résorbée. Pour répondre au pillage des « Viet-Minh », on a procédé à une meilleure répartition du riz à travers le pays. Résultat immédiat : **le prix de cette denrée au Tonkin a été ramené au prix le plus bas enregistré depuis des années.**

Geste significatif : BAO DAI a affecté son yacht personnel au transport du riz de Saigon à Haiphong. Et ce geste a fait une impression profonde sur les populations...

Ces quelques exemples méritent, selon nous, d'être connus.

Louis LAMARRE.

Ancien envoyé spécial de « CE MATIN » au Viet-Nam.

« CE MATIN-LE PAYS », 12 novembre 1949.

Imprimerie spéciale des Editions Jean VITIANO
20, rue Chauchat, Paris-9^e.

Dépôt légal 1^{er} trimestre 1950

N° D'EDITION ET D'IMPRESSION DANS LA SERIE : 029